

valeur globale des travaux exécutés, établis d'après les enquêtes annuelles sur les travaux de construction exécutés par les entrepreneurs et autres, et appliqués à la valeur totale des travaux. Les estimations des effectifs sont établies sur la même base, mais elles tiennent compte également des propriétaires et associés actifs, ainsi que de leurs rémunérations. Le calcul des rapports par branche d'activité a été fait de façon assez détaillée, mais il faudrait encore une plus grande précision. En outre, il n'est pas toujours facile de connaître la localisation exacte des travaux de construction ou des projets de mise en chantier des grandes sociétés dont l'activité s'exerce dans plusieurs provinces. A part ces réserves, le tableau fournit des estimations utiles.

Les indices des prix de la construction et des biens d'équipement figurent au Chapitre 21, où l'on donne les variations de prix des matériaux de construction, résidentielle et non résidentielle, ainsi que des salaires payés dans l'industrie de la construction, les indices de la construction routière qui expriment les montants payés par les gouvernements provinciaux au titre des contrats adjugés chaque année sous forme de pourcentages des prix payés en 1961, et enfin les indices de la construction d'installations électriques (réseaux de distribution, lignes de transport, stations de transformation) qui montrent l'effet de la variation des prix sur le coût des matériaux, de la main-d'œuvre et du matériel utilisés pour la construction et l'équipement de ces installations.

14.3.2 Permis de construire délivrés

La valeur des permis de construire délivrés donne une idée de la valeur estimative des projets de construction. Les statistiques relatives aux permis sont fournies par plus de 1.500 municipalités canadiennes et sont disponibles pour chaque municipalité ainsi que pour les régions métropolitaines, pour les provinces et pour les secteurs économiques du Québec, de l'Ontario et du Manitoba.

En 1972, la valeur globale des permis de construire délivrés a été de 6.409,3 millions de dollars soit une augmentation de 12,2% par rapport à 1971. La valeur dans le cas de la construction résidentielle et de l'ensemble de la construction non résidentielle a augmenté respectivement de 12,7% et 11,6%, traduisant une progression de 9,8% dans le secteur industriel, 30,4% dans le secteur commercial, et un recul de 8,2% dans le secteur des institutions et celui des administrations publiques.

La valeur des permis délivrés a augmenté dans toutes les provinces, sauf dans l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan où il s'est produit une légère diminution. La valeur des permis délivrés dans chaque province pour les années 1971 et 1972 figure au tableau 14.14, dans chacune des 50 municipalités au tableau 14.15 et dans chacune des 19 régions métropolitaines au tableau 14.16. Ce dernier groupe représente 65,2% du total pour l'ensemble du Canada en 1972.

14.4 Investissements

Une enquête effectuée au début de 1972 sur les projets d'investissement de tous les secteurs de l'économie canadienne a montré que 20.800 millions de dollars seraient investis en 1972. L'enquête couvrait les établissements commerciaux, les institutions et tous les paliers de gouvernement, et le total comprenait également une estimation des dépenses au titre de l'habitation neuve. Le programme d'investissements prévu pour 1972 dépasse d'environ 1.000 millions de dollars, soit près de 5%, les dépenses d'investissement de 1971 (19.800 millions). Au niveau des éléments, on prévoit que les dépenses au titre de la construction neuve augmenteront d'environ 4% et celles pour l'achat de machines et de matériel d'environ 6% par rapport à 1971.

L'augmentation de 5% des investissements prévue pour 1972 fait suite à une année où la progression a été de 11%. Dans une perspective à plus long terme, on peut donc conclure que les investissements ont été exceptionnellement élevés en 1971. Au cours de la dernière décennie, le taux annuel moyen d'augmentation était d'environ 7%. Si l'on tient compte de l'évolution habituelle des plans d'investissement à partir des projets déclarés au début de l'année, on peut établir d'après les plans actuels que la croissance des immobilisations en 1972 se situera assez près de cette norme de plus longue durée.

Le tableau 14.17 montre la tendance des investissements au cours des années 1961-72 en dollars courants et constants (1961). Le tableau 14.18 donne un sommaire des investissements et dépenses de réparation par secteur économique pour 1970-72, et le tableau 14.19 présente